



grobiosciences

Université d'été de l'Innovation Rurale de Marciac 2006.
En partenariat avec la Communauté de communes
Bastides et Vallons du Gers

9 au 11 Août 2006

Le pouvoir n'est pas aussi loin qu'on le croit !

*Table ronde animée et modérée par Philippe Lacombe,
directeur de recherche en économie à l'Inra
avec Jacques Delpla, économiste financier ;
François de Ravignan, économiste et ingénieur agronome,
chargé de recherches Inra ;
Jean-Pierre Tillon, directeur scientifique
de l'Union des coopératives In Vivo*

Edité par la Mission Agrobiosciences.

La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région
par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Renseignements : 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



www.agrobiosciences.org

Les décisions relèveraient-elles désormais de l'unique ressort de l'économie mondiale ? Ou bien reste-t-il un espace pour l'initiative locale ? Et comment s'articulent le local et le global ? Autour de cette table ronde intitulée « Le local est-il soluble dans le global ? », animée et modérée par Philippe Lacombe, directeur de recherche en économie à l'Inra au sein du Département « Sociologie, Économie, Décision », trois intervenants : Jacques Delpla dans le rôle de l'économiste libéral, François de Ravignan, à l'opposé, dans la position critique du développement. Entre les deux, Jean-Pierre Tillon cherche l'équilibre entre économie sociale et profits légitimes. Étonnant, un point commun relie les trois hommes : le pouvoir n'est pas aussi loin qu'on le croit.

Avec

Jacques Delpla: économiste financier, Professeur d'économie à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, économiste au sein du groupe BNP-Paribas et membre du Conseil d'Analyse Economique, une instance placée auprès du Premier Ministre.

François de Ravignan : économiste et ingénieur agronome, chargé de recherches Inra. Il nous invite à mettre en œuvre une méthode d'approche des agricultures et des agriculteurs qui soit moins réductrice et opte le plus souvent pour une position critique du modèle de développement habituel (1). Il est aussi l'auteur de *La faim, pourquoi ?* (La Découverte, réédition en 2003) et *L'avenir d'un désert* (Atelier du Gué, revu et remanié en 2003).

Jean-Pierre Tillon : Vétérinaire de formation, Directeur scientifique de l'Union des Coopératives In Vivo, premier groupe européen d'achat et de vente de produits et services pour l'agriculture. Ambition : faire bénéficier les coopératives agricoles des avantages liés à une puissance d'achat et de vente développée en commun.

Quelles places pour les initiatives locales dans le cadre de la mondialisation ?

Philippe Lacombe

Ce thème « Le local est-il soluble dans le global ? » est justifié par diverses considérations. D'un côté, la libéralisation des échanges et la concurrence inquiètent certains, attentifs qu'ils sont aux exclus, à cause notamment des réorganisations territoriales et de la restructuration de l'emploi. De l'autre, certains individus témoignent de leur espoir dans la mondialisation, y voyant une occasion d'élargissement des échanges, d'amélioration du bien-être global et du pouvoir d'achat. D'ailleurs, même les plus opposés d'entre nous à la mondialisation ne manquent pas d'y participer, en consommant biens et services. Nous sommes, là, en présence d'une controverse, qui traverse nos familles, y compris nos familles politiques.

Ce thème du local/global est également justifié par un certain renouvellement de la vision que nous avons de la localisation des activités. Il convenait, traditionnellement, de prendre en compte les coûts de production et de transport qui montre que, même sans avantages absolus, on peut avoir intérêt à se spécialiser dans des avantages comparatifs. Je pense à l'exemple illustratif du drap britannique et du vin portugais (2). Cette vision me paraît enrichie, aujourd'hui, par une analyse plus organisationnelle qui insiste sur les relations entre acteurs et voit dans les territoires un lieu de réponses aux questions contemporaines que sont la complexité, l'incertitude, la moindre confiance dans les technologies. Peut-être connaissez-

vous cette formule de Pierre Wells, un collègue des Ponts et Chaussées : « La géographie des coûts a progressivement fait place à une géographie des organisations ».

Pour débattre de ces questions, des modalités, des conséquences, de la signification de l'éventuelle dissolution du local dans le global, je vais, d'abord, demander à chacun de présenter son diagnostic argumenté, sa vision de l'insertion du local dans la mondialisation : sommes-nous en présence de dissolution, de résistance, de repli, d'innovation, de banalisation, de soumission ? Vous nous expliquerez quelle place peuvent prendre, dans ce contexte, les initiatives et les décisions locales. Ces initiatives sont-elles régulées ? Par le marché ou par l'organisation ? Quels acteurs sont susceptibles de ces initiatives et au nom de quoi ? Ensuite, vous nous donnez quelques pistes pour l'action

Jacques Delpla. Le libre échange est toujours optimal

Je suis censé être le diable, sauf que je finance une petite exploitation agricole de vins dans les Corbières... Dans ce qui a été discuté aujourd'hui, je vois deux lignes de force.

La première, est-ce que ce sont les méchants de l'OMC qui détruisent nos vignes ou nos champs de maïs ? Bref, est-ce que la mondialisation détruit nos modes de vie ? Second point : où est le pouvoir ? Le pouvoir local est-il supplanté par le pouvoir mondial ?

Le premier thème fait référence à la relation entre le protectionnisme et la mondialisation. Comparée à d'autres pays, la France est beaucoup plus rétive à la libéralisation des marchés, sauf que les enseignements vont à l'encontre de ce que pense la doxa (3) agricole, qu'il s'agisse des organisations agricoles ou du ministère : le libre échange est toujours optimal et le protectionnisme toujours mauvais. C'est l'un des résultats le moins controversé en économie. Pourquoi ? Parce qu'il faut comprendre la libéralisation des échanges comme un progrès technique, permettant de mieux utiliser les ressources disponibles. Ainsi, chacun peut acheter moins cher à l'extérieur et fabriquer davantage ce qu'il sait bien faire. Bien sûr, le progrès technique (ou la libéralisation) n'est pas positif pour tout le monde. L'invention de l'électricité s'est soldée par un chômage massif des marchands de bougie. Pourtant, nous préférons tous fonctionner à l'électricité plutôt qu'à la bougie.

Premier message, donc : la libéralisation des échanges implique un accroissement très fort de richesses pour l'ensemble de la communauté, même si certains y perdent. On peut aussi citer l'exemple de l'alimentation, qui coûte beaucoup moins cher qu'il y a 40-50 ans, ou la libération du marché des Télécom, qui profite à tous : le prix des portables (qui n'en a pas ici ?) vaut cinq fois moins qu'il y a quelques années.

La libération des marchés bénéficie donc massivement au consommateur, même aux plus modestes. Sauf, me direz vous, à ceux qui restent sur la touche. C'est pour cela que l'État doit compenser, en prélevant le surplus des richesses dû à la libéralisation des échanges pour le redistribuer aux plus pauvres. Mais c'est vrai, cela reste plus simple à dire qu'à mettre en œuvre.

A y regarder de près, le pouvoir se situe donc d'abord au niveau du consommateur et, en partie, au niveau de l'électeur qui vote pour le Parlement, qui définit la TVA, et non pas à l'OMC. Car cette Organisation, où la règle est l'unanimité, ne fait que valider des objectifs acceptés par le plus grand nombre. D'ailleurs, si un pays ne veut pas suivre les règles de l'OMC, il le peut. Quant à l'Union européenne, c'est à peu près pareil.

Ce qui me conduit à mon second point : est-ce que les bureaucrates de l'OMC ou de la Commission européenne me dépossèdent du pouvoir ? Eh bien, non, car, une fois encore, l'OMC représente les États et la Commission européenne, finalement, dispose d'assez peu de pouvoir économique, si ce n'est quelques règles antitrust qui nous dépassent. De même, la Banque centrale européenne à Francfort n'a pas de pouvoir puisque les taux d'intérêt qu'elle définit fluctuent avec le cycle de l'économie mondiale.

Le pouvoir serait-il alors du côté des marchés financiers ? A quelques exceptions près, un gros investisseur n'a aucun pouvoir. Il suit les prix et, sur un marché actions-obligations, ne gagne que quelques pour cents. L'investisseur qui spéculé, qui achète pour revendre plus cher, n'a pas de pouvoir, si ce n'est un pouvoir d'entrée (acheter le titre) et un pouvoir de sortie. Quand on lui demande « qui a le pouvoir ? », il répond que c'est le Gouvernement. En fait, le pouvoir n'est donc pas si loin, ni si haut que ça. Actuellement, il se situe d'abord aux niveaux national ou local. Les problèmes importants pour nous ne sont pas tant la mondialisation que des sujets proprement domestiques qui n'ont rien à voir avec la mondialisation comme les retraites, le financement de la sécurité sociale, l'éducation ou la qualité des Universités... Et ils restent très peu impactés par l'OMC et l'Union européenne. Ces problèmes dépendent d'abord clairement du pouvoir national, où sont définies les règles et, en partie, au niveau local (Conseils régionaux et généraux) pour l'éducation secondaire.

Jean-Pierre Tillon. Le local, une réponse pertinente à la globalisation

Derrière ce mot globalisation, je serais tenté de mettre un peu toutes ces influences très importantes qui se généralisent à l'ensemble de la planète et qui nous échappent. Ces contraintes-là vont nous amener à nous adapter. Si le global constitue, aujourd'hui, un questionnement voire une provocation, le local peut être une réponse pertinente. En quoi les coopératives peuvent-elles, dans ce cadre, s'inscrire dans l'organisation des marchés et jouer un rôle d'interface entre ces différentes échelles ?

Déjà, la globalisation, ce n'est pas que l'OMC. Ainsi, lorsque les Chinois décident de mettre moins de malt dans leur bière, cela impacte tellement le marché de l'orge de brasserie, que les coopératives agricoles sont obligées de s'adapter. Lorsque l'influenza aviaire apparaît dans le delta du Danube, c'est toute notre filière avicole qui est perturbée. Nos exportations s'arrêtent et les emplois en souffrent. Lorsque le Premier Ministre décide de porter le pourcentage de biocarburants dans nos réservoirs au-delà de 10%, l'impact pour nos filières est extrêmement important. Ces exemples le montrent, notre atout majeur est notre capacité à nous adapter. Et, la coopération est une forme d'adaptation.

La coopération agricole est un mode d'organisation des marchés, basé sur une économie sociale, comme les associations, les syndicats, les mutuelles... Dans ce schéma, un homme égale une voix. Un modèle qui reste, relativement, une exception française. Certains m'opposent que les coopératives ne sont pas très différentes du grand capital. Pourtant si, car notre réflexion n'est pas seulement capitaliste. Elle s'organise en trois dimensions. Première dimension, les filières. Un paysan, où qu'il soit dans le monde, existe quand il trouve un débouché à ses produits. En venant à Marciac, vous avez vu de beaux champs de tournesol, mais savez-vous où va ce tournesol ? En fait, il existe deux variétés : la variété standard, destinée au marché alimentaire des huiles à frire (bonne stabilité à la température) et une variété dite « oléique », à usage industriel (vérins hydrauliques, huile de sciage des métaux...) produite sous contrat. Ce n'est donc pas si simple parce que l'usine Lesieur (une filiale de coopératives), qui commercialise l'huile alimentaire, se situe à Rouen et les utilisateurs industriels dans d'autres villes. Il faut donc que le tournesol alimentaire soit tracé, acheminé, qu'il offre une qualité constante répondant aux exigences de Lesieur – si on ne veut pas qu'il s'approvisionne en Ukraine-, et en quantité suffisante toute l'année. Cela pose le problème de stockage, puisque aucun insecticide n'est autorisé pour traiter le tournesol. Il faut donc instaurer des procédures, des organisations et des métiers pour satisfaire Lesieur et que le consommateur continue à acheter Lesieur. Vous pouvez, bien sûr, acheter d'autres marques, mais, vous tombez sur les multinationales comme Unilever... Pour ma part, je préfère que ce marché profite aux paysans français.

C'est dans cette première organisation en filières – celle qui génère des emplois- que les coopératives doivent relever un défi majeur : reprendre les usines de premières

transformations aujourd'hui désertées par le grand capital. Si Madrange, à Limoges, décide de vendre son entreprise, est-ce la coopération agricole qui la rachète, Sara Lee, n°2 ou 3 du marché mondial, ou Smithfield ? Car savez-vous qu'Aoste⁽⁴⁾ n'est pas un jambon de pays mais une marque d'une compagnie américaine, fabriquée à partir de jambons de diverses provenances et, sans doute, prochainement à partir de la Bulgarie.

La deuxième dimension, la plus soumise à critique, concerne le choix des systèmes de production. Il est vrai que pour produire ce dont nous avons besoin jusqu'à aujourd'hui, nous avons eu tendance à privilégier les méthodes simples et relativement homogènes. Il nous faut désormais retrouver de nouveaux équilibres dans notre façon de travailler la terre. A In vivo, certains de mes collaborateurs travaillent sur les nouveaux indicateurs du développement durable mais, nous allons avoir besoin de temps pour changer nos systèmes de production actuels tributaires d'investissements à long terme. Nos clients nous imposent déjà ces adaptations, à l'instar de Carrefour qui demande des produits de marque distributeur sans OGM.

Troisième dimension, le territoire. A Marciac, il y a un Gamm vert⁽⁴⁾, spécifique d'un territoire particulier, qui doit prendre en compte les exigences des consommateurs. Le magasin a adopté une charte du développement durable et propose cette année deux thèmes : « irriguons mieux dans notre jardin » et « papillons et jardins ». On le voit, du côté des phytosanitaires, les choses bougent. Dans le même temps, les élus de la Communauté de communes vont demander aux coopératives agricoles des solutions pour gérer leurs déchets verts et de réorganiser la production, afin de plus avoir de grands rideaux de maïs à la porte des communes. Du coup, nous allons certainement devoir pratiquer un nouveau métier, celui d'organiser la production à l'échelle territoriale et d'offrir des compensations aux agriculteurs qui tentent de générer de la biodiversité par des pâtures.

François de Ravignan : Les résistances sont d'abord locales

La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. En 1860, déjà, Napoléon III signait un traité de libre échange avec la Grande Bretagne, qui eut pour effet de laisser entrer les toisons des moutons d'Australie en France et de ruiner la production lainière de mon département, l'Aude, qui vivait très largement du textile. La laine fut remplacée par la marée viticole, qui a envahi la plaine et une partie des coteaux. Cette monoculture est aujourd'hui cruellement remise en question. La mondialisation s'est donc soldée par une exclusion énorme de paysans. Les 7/10^{èmes} de la population des Corbières ont disparu depuis cette époque. Ce n'est pas tout. En 1987, une étude a montré que la production de notre région était de 60% inférieure à ce qu'elle était en 1857, et que cette région ne peut plus alimenter sa population, sinon avec du vin.

Je suis allé en Pologne, en mai dernier. Un paysan m'a dit que l'évolution que les paysans français ont suivie en 30 ans, les Polonais sont obligés de la suivre en 10 ans. On est saisi quand des jeunes, qui pensaient pouvoir succéder à leurs pères, doivent aller chercher du boulot en ville. Et on sait ce que cela veut dire dans un pays qui connaît 17% de chômage. L'Inde n'est pas épargnée, avec 15% de paysans sans terre. Le parti pris par le Gouvernement indien d'accélérer le processus de modernisation est un gros problème pour cette population déjà marginalisée. Face à ce constat, je voudrais dire que les résistances sont d'abord locales. M. Tillon, le premier débouché pour le tiers des paysans du monde reste leur famille. En Inde, 80% des paysans travaillent d'abord pour leur autoconsommation. En Pologne, 40% des paysans ne vendent rien non plus. On doit intégrer cette problématique dans nos préoccupations.

Certains points développés par M. Delpla m'ont un peu choqué, notamment de dire que si un pays ne veut pas suivre l'OMC, il le peut. Nous avons vu des plans d'ajustement du FMI qui ont imposé à des pays d'Afrique ou d'Amérique latine de règles extrêmement drastiques.

Vous avez dit, aussi, que le libre échange est toujours optimal. Ce n'est peut-être pas contesté par les économistes, mais ça l'est par les historiens. Pendant la Guerre de Sécession, le Sud des États-Unis était libre échangiste et le Nord, qui a gagné la guerre, protectionniste, ce qui a permis son développement industriel. Le journaliste Georges Corm, du Monde Diplomatique, a écrit, très pertinemment : « La France et l'Angleterre ne seraient jamais devenues des pays industriels, si au 19^{ème} siècle, elles avaient vendues leur fer et leur charbon sur le marché international. »

Jean-Pierre Tillon : Du local au global, l'agriculture sur tous les fronts

On est d'accord sur ces exemples-là. J'ai l'impression qu'il y a deux terrains de débats. Certes, l'agriculture dédiée au monde agricole et rural pose effectivement des questions de cadre de vie et de modes de production, mais, aujourd'hui les besoins hors région sont les plus importants. Le phénomène d'urbanisation, qui devient dominant y compris dans les pays africains – où l'élevage se développe dans les zones périurbaines-, pose des problèmes singuliers. Les situations évoluent extrêmement vite et ne peuvent pas se réduire à un simple discours d'agriculteurs s'adressant à leurs voisins. Alors, laissez-moi faire mon travail et mes marges, on en a besoin pour payer la sécu et les retraites. Pourquoi, de notre côté, le débat sur les OGM est-il aussi prégnant ? Parce que nous voyons un arrêt dans la possibilité d'être compétiteurs au plan international, et de garantir un revenu au paysan.

Jacques Delpla : L'exode rural, une fabuleuse nouvelle pour l'humanité

Super nouvelle, nous ne sommes plus 70% à faire de la laine ! L'exode rural est une fabuleuse nouvelle pour le développement de l'humanité. Imaginez un monde où on serait tous agriculteurs. Qui serait enseignant (il y en a 1 million) ? Qui serait infirmier ou médecin (2 millions de personnes travaillent dans les hôpitaux) ?... s'ils tondaient la laine dans les Corbières. L'exode rural est une bonne nouvelle, parce que ce phénomène est lié, depuis un siècle et demi, à des progrès massifs de productivité. Il serait catastrophique d'être restés à un mode d'autosuffisance. L'espérance de vie plafonnerait à 50 ans, etc.

Soyons clairs sur l'OMC et le FMI. 95% du rôle de l'OMC consiste à définir un traité à l'unanimité. Rien d'autre, si ce n'est quelques panels quand les Européens et les Américains ne sont pas d'accord pour les subventions à Airbus ou sur les hormones dans la viande. C'est un forum d'Etats dont le cœur même est la souveraineté des États. Si je ne veux pas signer, je ne signe pas. Certains États ne veulent pas y être, notamment les pays arabes qui ne veulent pas appliquer à Israël une des règles fondamentales de l'OMC, la clause de la nation la plus favorisée. Celle-ci stipule que « tout avantage commercial accordé par un pays à un autre (même si celui-ci n'est pas membre de l'OMC), doit être immédiatement accordé à la totalité des membres de l'OMC ». Autrement dit, ce qui est accordé à l'un, est accordé à tous, sans discrimination. L'OMC n'a rien à voir avec le FMI ⁽⁶⁾. Il est vrai que cette banque a commis de graves erreurs notamment en Afrique ou en Asie et qu'on peut critiquer les conditions de prêt qu'elle octroie aux Etats. Enfin, pour revenir au libre échange, l'exemple de la Guerre de Sécession n'infirme en rien l'idée que l'ouverture des frontières crée un surplus de richesses global.

Philippe Lacombe

François de Ravignan, considérez-vous comme un objectif légitime de dire que chaque paysan doit se nourrir lui-même en France, aujourd'hui ?

François de Ravignan : Qu'on ne me dise pas qu'on ne peut rien faire !

Pour une personne qui ne possède qu'un hectare et demi en Inde, c'est une contrainte presque physique. Beaucoup de paysans indiens achètent de la nourriture parce qu'ils n'ont pas assez

de surface. Je constate aussi, dans l'Aude, que les circuits courts permettent de maintenir une certaine population d'éleveurs. Ainsi, l'abattoir de Quillan qui, il y a 20 ans, travaillait à 90% pour des bouchers travaille, aujourd'hui, à 90% pour des éleveurs qui font de la vente directe. Et puis, à une époque où le pétrole se raréfie, il me paraît plus rentable d'utiliser notre bonne laine que de la faire venir d'Australie via le Canal de Suez. J'ai beaucoup d'admiration pour l'entreprise Ardelaine⁽⁷⁾ en Ardèche qui, en relançant une activité lainière a créé 50 emplois. Alors, qu'on ne me dise pas que la laine c'est foutu et qu'il n'y a rien à faire avec !

Philippe Lacombe : Quel sort pour les problèmes sociaux dans le cadre de la libéralisation ?

Jacques Delpla, l'optimalité du libre échange que vous avancez est quand même soumise à la réunion de conditions qui ne sont pas toujours vérifiées dans la réalité. Nombre de défenseurs du libre échange affirment que la retraite, l'éducation, la recherche, la santé sont des marchés comme les autres. Au nom de quoi faites-vous un sort particulier à ces problèmes sociaux fondamentaux ? Vous portez un intérêt pour les plus pauvres... On peut vous rétorquer que si il y a des pauvres, c'est que le marché le veut, et que si on s'oppose à cette pauvreté, on va s'opposer aux mécanismes de marché.

Jacques Delpla : Les marchés financiers ne peuvent pas régler tous les problèmes

L'optimalité du libre échange est réalisée quand les marchés sont concurrentiels et plus la mondialisation est importante, plus l'ouverture est optimale, car elle permet de s'approvisionner auprès de nombreux fournisseurs. Le drame de l'ouverture des frontières est d'être confronté à un monopoleur qui fixe les prix. Mais mis à part des Microsoft, Airbus et autres Boeing, il existe très peu de situations de monopoles de marchés. Ce sont les exceptions au libre échange car, pour l'essentiel, la concurrence effrénée sur les produits fait s'effondrer les prix.

Le problème des retraites n'est pas un problème de marché financier, mais d'évolution démographique. Le problème, c'est que nous vivons plus longtemps, donc nous restons plus longtemps à la retraite, tout en faisant moins d'enfants. Que vous adoptiez des retraites par répartition (les cotisations des travailleurs et des employeurs actuels payent les retraités actuels) ou par capitalisation (une génération paie pour elle-même), si la croissance tombe à zéro, faute d'augmentation de la population active, les deux systèmes s'effondrent. On peut retourner le problème dans tous les sens, il va falloir travailler plus longtemps.

La santé, non plus, n'est pas une question de marché. La recherche médicale a fait des progrès colossaux, comment finance-t-on ?

Quelques suggestions pour l'action

Jean-Pierre Tillon : Pour une régionalisation de la question agricole

On peut peut-être souhaiter une régionalisation de la question agricole. Les coopératives doivent anticiper en ce sens et conjuguer leurs territoires au pluriel. De toute façon, le coût des transports va nous amener à ce constat. Il y a certainement là une piste à travailler. Deuxième point, demain, nous serons tenus de présenter des bilans économique, sociétal et environnemental. Ce sont les termes du développement durable, que nous allons tenter d'introduire dans les combats que nous menons sur les marchés. Je pense que nous serons au rendez vous de 2012-2013, quand on s'interrogera sur la future Politique agricole commune (PAC).

Troisièmement élément, au-delà des biocarburants, de nouveaux débouchés se profilent. Nous devons, tous, saisir cette opportunité et la faire évoluer l'ensemble. Je me tourne vers les élus : de nouveaux enjeux se dessinent, donc de nouvelles conditions sont nécessaires. Certes, le

mouton ne vit plus de la laine aujourd'hui, mais s'il vit de l'entretien des espaces ruraux et de la lutte contre les feux de forêt, peu m'importe, pourvu qu'il y ait des moutons.

Jacques Delpla : Les vrais lieux de pouvoir sont aux plans national et local

La meilleure nouvelle qui pourrait arriver pour l'agriculture et les consommateurs, c'est la suppression de la PAC et l'ouverture des marchés agricoles à l'OMC. Je précise d'emblée qu'il faut restaurer le signal des prix, qui est l'offre et la demande, car si les basses Corbières ont fabriqué un vin aujourd'hui en faillite, c'est qu'ils n'ont jamais su à qui le vendre. Comment compenser les paysans qui vont y perdre et les aider à la reconversion ? En redistribuant aujourd'hui, de manière équitable et immédiate, la somme des subventions (environ 0,5% du PIB européen par an) que l'on devait donner aux agriculteurs jusqu'en 2013. Avec cet argent en un seul coup (en moyenne, 100 000 € par paysan), ils auraient là de quoi apurer les dettes, restructurer leurs exploitations ou continuer une autre activité.

Sur l'articulation local-global, je pense que les vrais lieux de pouvoir, sur lesquels les associations et autres mouvements altermondialistes devraient se focaliser sont les instances nationales, pour la sécurité alimentaire et les retraites, et la Région ou le Conseil général pour l'organisation de la vie quotidienne, l'action sociale, les collèges et les lycées. Le chômage n'est pas lié à la mondialisation. Dans un pays comme le Danemark, dix fois plus mondialisé que le nôtre, il plafonne à 4,5 %. Ce n'est pas non plus une question droite/gauche. La Suède gouvernée par le parti social démocrate, au pouvoir quasiment sans interruption depuis 1932⁽⁸⁾, connaît 3% à 4% de croissance et un taux de chômage ridicule. Il ne doit pas être très difficile de s'en inspirer. En Europe, les petits pays ont moins de mal à se réformer que les gros pays (France, Italie, Allemagne) où le pouvoir est un peu trop loin. C'est pour ça que j'aime bien les mouvements vers la régionalisation de l'Europe.

François de Ravignan. Des transformations en germe dans les territoires

Je crois que nous sommes contraints à des transformations profondes, du fait du réchauffement climatique et de la raréfaction des matières premières. L'initiative n'émanera pas du Gouvernement, mais du local. D'ailleurs, nombre de ces transformations sont déjà en germe dans les territoires ruraux, mais elles restent insuffisamment encouragées. Je pense à la vente directe, aux Amap⁽⁹⁾ ou à des associations comme la mienne, l'Adear 11 (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural dans l'Aude), qui perdent un temps fou à chercher de l'argent pour pouvoir fonctionner. Car il faut savoir qu'actuellement, 1/3 des installations en milieu rural, en France, sont réalisées par des personnes qui ne sont pas issues du milieu agricole, alors que tous les systèmes d'aide à l'installation agricole sont destinés à ceux qui viennent déjà d'une exploitation familiale. Ce système, s'il se justifiait historiquement, doit être profondément réformé. Je ne pense pas que le système puisse changer par en haut, ni qu'il faille le révolutionner d'un coup, mais qu'il faut y encourager les innovations locales.

Philippe Lacombe : L'écart entre vous trois n'est pas si grand

Je trouve frappant, en vous écoutant que la distance entre vous ne soit pas telle qu'elle interdise toute conversation. J'ai d'abord noté un accord pour distinguer la nature des questions et des situations à traiter. Il y a peut-être un terrain sur lequel on peut causer. Second rapprochement, l'acceptation d'une présence de l'État dans de très nombreux domaines. Troisième proximité, une attention assez partagée aux débouchés. Et quatrième point, l'idée que le pouvoir n'est pas aussi loin que ce que l'on dit. Là où l'écart reste grand, c'est sur la mobilisation des ressources et dans les espoirs que l'on met ou dans les craintes que l'on dénonce, à l'égard des mécanismes de régulation par le marché.

Réaction de Christophe Terrain, président de la coopérative Vivadour

Avec Vivadour, je représente ici la filière végétale et sont présents à mes côtés Christian Laforêt, président d'Avigers, pour les volailles du Gers, et André Dubosc, directeur de Plaimont, pour la filière viticole. Comment notre monde économique local s'insère-t-il dans ce débat ?

Les propos tenus par Jean-Pierre Tillon s'adaptent bien à la démarche de la coopération locale. Au-delà du volet social qu'il a rappelé, je crois que nous sommes aussi un acteur du monde économique qui, sur son territoire, réagit et s'adapte en permanence au marché, qui s'étend de la proximité jusqu'à l'international.

D'abord, nous nous positionnons majoritairement sur la filière longue. Les agriculteurs sont souvent loin des notions du marché des *commodities*, comme les céréales. En revanche, ils sont très proches du marché des produits finis, comme ceux de la viticulture ou des produits élaborés comme les poulets du Gers ou le foie gras. Cette meilleure connaissance des marchés du produit fini par les producteurs est liée à une bonne perception des besoins du marché dans les filières longues et par une pratique commerciale et un marketing de proximité dans les filières courtes. Donc, entre la régulation des marchés et le libéralisme, nous pratiquons une adaptation permanente.

Personnellement, j'ai un faible pour la régulation des marchés pour l'Europe et pour les pays en voie de développement. Si demain, le libéralisme l'emporte, nous devons adapter les produits pour une meilleure compétitivité. Cela nous oblige à être très attentifs aux règles de l'OMC. C'est sûr, les agriculteurs n'ont pas été déçus de son dernier échec, en juillet 2006. Concernant la régionalisation : imaginez, demain, le monde découpé en grandes régions, parmi lesquelles l'Europe. Pourquoi pas. Reste la problématique de la parité des monnaies, qui est un souci permanent pour notre compétitivité. Là encore, nous souhaitons adapter les produits et maintenir cette compétitivité, malgré toutes les dispositions réglementaires françaises et européennes handicapantes pour maintenir cette compétitivité. Car au-delà des obligations sociales et sécuritaires que nous devons remplir, ce qui est normal, nous avons de nouvelles contraintes, telles que les restrictions sur les produits phytosanitaires et pharmaceutiques, dans le domaine végétal et animal, et, parfois, des limitations en eau. Malheureusement, ces dispositions prises par le législateur ne sont pas, à chaque fois, le fruit d'expertises scientifiques. Diverses associations, groupes de pression et autres ONG... nous influencent, ainsi que les cabinets ministériels, voire les commissaires européens. Désormais, le comportement de la puissance publique évolue en fonction de ces pressions.

Alors, pourquoi, cela devient des sujets qui fâchent ? Parce que, parfois, les conséquences sont mortelles pour certains agriculteurs qui sont exclus du jeu, qui ne savent pas ou ne peuvent pas s'adapter aux nouvelles réglementations, comme les critères agro-environnementaux inscrits dans la nouvelle PAC ou les mises aux normes de bâtiments d'élevage. Ainsi de nombreuses décisions politiques ont une incidence très forte sur la vie quotidienne des agriculteurs, comme les normes sur les nitrates, les suppressions de l'atrazine, du Gaucho et du Régent... donc des contraintes supplémentaires, prises par précaution, sans proposer de solution de rechange. Dans les débats que j'ai entendus, il est important de noter que la décision publique devrait être justifiée en permanence et être éclairée par la notion de bilan bénéfices-risques. Et que le débat ne soit pas mené pour conduire à une décision, mais pour aider à remplir les différentes cases de ce bilan.

Enfin, cela a été dit, à chaque fois que l'on pose des questions pour ou contre les OGM, oui ou non à l'irrigation... se profile un autre débat, celui de quelle agriculture voulons-nous chez nous et, demain, pour le monde entier ? C'est pour cette raison que le débat se complique. Pour terminer, on a souvent parlé de groupes minoritaires qui ne se retrouveraient pas dans les débats. Mais nous devons aussi être attentifs aux acteurs du monde agricole, notamment aux agriculteurs producteurs, qui eux aussi, aujourd'hui, ont le sentiment d'être des minoritaires,

d'être dépossédés de la manière dont ils peuvent faire de l'agriculture. On sait pourtant que l'agriculture revêt de multiples formes. Soyons aussi attentifs, nous qui débattons, à bien renvoyer aux agriculteurs le message qu'ils sont bien à leur place, qu'ils ont un rôle à jouer dans la société et que les changements d'échelle de valeurs qui ont été évoqués concernant l'alimentaire aujourd'hui, demain l'énergie et après-demain les matériaux, leur redonneront de nouvelles perspectives.

Jacques Delpla

J'ai fait de la provoc' quand j'ai parlé de l'OMC. Dans un scénario optimiste, pour moi, une réforme du commerce international agricole ou une réforme de la PAC, prendrait 10 ans pour des raisons de diplomatie internationale. Car se jouent un débat entre pays du Nord et pays du Sud, et un autre débat dans les grands pays agricoles du Sud (Brésil, Indonésie...), dont certains, nombreux, veulent un accord à l'OMC.

Sur les phytosanitaires, je ne suis pas spécialiste, mais l'agriculture, qui représente de 2 à 5% du PIB des États européens, contribue à 1/3 de la pollution. En Bretagne, notamment, on ne peut plus boire d'eau car elle contient trop de nitrates. En Hollande et au Danemark, à cause de l'odeur du cochon, le prix du foncier chute. Je n'ai pas la réponse, mais les agriculteurs ne peuvent pas dire qu'avant c'était super de produire sans normes.

François de Ravignan

J'ai apprécié, M. Terrain, que vous rappeliez l'exclusion qui est consécutive au libre échange qui s'impose et aux normes européennes. Dans les pays de l'Est, cette exclusion va à toute vitesse. Mon collègue Alain Pouliquen⁽¹⁰⁾ de l'Inra a calculé que, d'ici quelques années, 40% des paysans des 10 pays Peco (Pays d'Europe centrale et orientale) seraient éliminés par cette évolution. Cela représente 10 millions de personnes auxquelles on n'a pas encore proposé de contrepartie. C'est extrêmement grave, car la population agricole dans ces pays n'est pas marginale comme dans les nôtres. Elle représente du tiers à la moitié de la population totale. Si nous nous disons européens, ce problème est aussi le nôtre.

Notes de bas de page ou de marge

1- Lire sur le site de la Mission Agrobiosciences, le Cahier « Faut-il en finir avec le développement durable ? », avec F. de Ravignan, issu du Café-débat à Marciac.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1627

2- Théorie de l'avantage comparatif (source Wikipédia.org)

David Ricardo a démontré que tous les pays, même les moins compétitifs, trouvent un intérêt à rentrer dans le jeu du commerce international en se spécialisant dans la production où ils détiennent l'avantage relatif le plus important ou le désavantage relatif le moins conséquent. Il a développé l'exemple des échanges de vin et drap entre l'Angleterre et le Portugal. Avec un nombre d'heures de travail donné, le Portugal produit 20 mètres de drap et 300 litres de vin tandis que l'Angleterre produit 10 mètres de drap et 100 litres de vin. L'Angleterre est donc désavantagée dans les deux productions. Ricardo montre pourtant que l'Angleterre a intérêt à se spécialiser dans la production de drap, où elle possède un avantage relatif, car avec 10 mètres de drap, elle obtiendra 150 litres de vin du Portugal (contre 100 chez elle). A l'inverse, le Portugal devra se spécialiser dans la production vinicole puisque l'échange avec l'Angleterre de 300 litres de vin portugais lui permettra d'obtenir 30 mètres de drap anglais au lieu de 20 mètres de drap Portugais. L'Angleterre a un avantage comparatif dans la production de drap alors que le Portugal possède un *avantage absolu*. L'analyse de Ricardo nous montre ainsi que la spécialisation fondée sur les avantages comparatifs permet une augmentation

simultanée de la production de vin et de drap. Cette démonstration montre que le libre-échange est toujours profitable, même pour les nations les moins compétitives.

Précision de François de Ravignan : Arghiri Emmanuel (dans *l'Echange inégal*, Maspero 1979) fait une analyse très poussée de la théorie de Ricardo, incontestable quant à la démonstration, mais critiquable quant aux hypothèses (immobilité du capital et égalité des salaires ouvriers) qui, valables à l'époque de Ricardo, sont diamétralement inverses aujourd'hui. Il démontre que, dans ce cas, il résulte des échanges ce que tout le monde peut constater, à savoir l'accumulation au Centre et l'appauvrissement de la Périphérie.

3- Doxa, ensemble - plus ou moins homogène - d'opinions confuses, de préjugés populaires, de présuppositions généralement admises et évaluées positivement ou négativement, sur lesquelles se fonde toute forme de communication. (Source : Wikipédia.org)

4- En mai 2006, Sara Lee (qui recentre ses activités sur Sanex, Maison du Café...) a choisi comme repreneur de ses activités de charcuterie, comprenant notamment le groupe Aoste (mais aussi Justin Bridou et Cochonou), l'américain Smithfield Food (le spécialiste du porc américain), plus connu en France pour sa marque Jean Caby. Lire l'article Justin Bridou passe chez l'Américain Smithfield (Le figaro.fr du 28 juin 2006) : http://www.lefigaro.fr/econo-entreprises/20060628.FIG000000059_justin_bridou_passe_chez_l_americaain_smithfield.html

5- Jardinage, équipement, loisirs verts, animalerie, réseau réservé aux coopératives agricoles adhérentes In Vivo.

6 - Certes, mais on peut quand même lire sur le site du FMI (en anglais) :

<http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2003/pr0368.htm>

“Recognising that the policies that governments promote through the WTO, the IMF and the World Bank are inter-connected is essential if the world is to achieve sustained economic growth, sustainable development, poverty reduction and financial stability.”

Traduction : "Reconnaître (prendre conscience) que les politiques que les gouvernements mettent en place sous l'égide de (à travers) l'OMC, le FMI et la Banque mondiale sont (doivent être) interconnectées est essentiel pour que le monde connaisse une croissance économique soutenue, le développement soutenable, la réduction de la pauvreté et la stabilité financière."

Commentaire de Gilles Allaire : Le texte dit bien que les politiques suscitées par les trois organismes sont liées dans leurs objectifs. Il est assez "normal" que les organisations internationales affichent des objectifs communs, qui sont ceux des Nations unies et d'ailleurs "négociés" en commun, voir le "consensus de Washington" (1995) qui met en place les principes de l'ajustement structurel et plus récemment les "objectifs du Millénaire" définis à Doha qui sont notamment de "réduire la pauvreté". Toutefois, ces différentes institutions restent formellement autonomes, ne sont pas constituées des mêmes pays membres et n'ont pas les mêmes règles de décision. De plus, chaque organisation joue un rôle particulier. L'OMC est une organisation où sont réglés les différends entre les pays membres relatifs à la mise en œuvre des traités sur le commerce signés en 1994 et un forum pour leur renégociation, tandis que le FMI est une institution financière, dont une réforme en cours modifie les droits de vote afin d'améliorer (un peu) la représentation des pays émergents.

7- <http://www.ardelaine.fr/>

8 - Le 18 septembre 2006 l'opposition centre-droit a emporté une victoire historique aux législatives.

9 - Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne :

<http://alliancepec.free.fr/Webamap/>

10- Lire sur le site de la Mission Agrobiosciences, le Cahier « Europe et intégration des pays de l'Est : faut-il redouter l'impact de leurs dynamiques agricoles ? » issu de la conférence d'Alain Pouliquen, au Café débat de Marciac, en 2002.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0257&var_recherche=pouliquen

11- Sans être altermondialiste, Joseph Stiglitz collabore avec les forums sociaux et en partage certaines analyses : il est ainsi partisan d'une taxe (Tobin ou équivalente) sur les transactions financières.

Pour en savoir plus : http://fr.wikipedia.org/wiki/Joseph_E._Stiglitz

DEBAT

Le libre échange est-il compatible avec un projet pour nos territoires ?

Financement de la reconversion des paysans exclus de leur terre, formation à la complexité des paysans encore sur leur terre... Deux des grands thèmes qui ont animé le débat qui a suivi la table ronde.

Damien Lagrange, journaliste

Que pensez-vous de l'aboutissement des négociations entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) concernant les accords de partenariat économique, qui sont une sorte d'adaptation des règles de l'OMC au lien Europe-Afrique ? C'est inquiétant, car le préambule de ces accords dit en substance que l'on va vers une libéralisation des échanges et une baisse des droits de douane. Même si une phase d'adaptation est prévue pour les pays les plus pauvres, je ne vois pas comment on peut résoudre l'immense écart de productivité, sachant aussi que les États sont en banqueroute. C'est l'exode rural assuré, et faute d'argent, ces paysans ne pourront être formés comme enseignants ou infirmiers...

Jacques Delpla

Le problème, c'est que les accords ACP violent le principe de clause de la nation la plus favorisée. Je trouve plus intéressante et très positive l'initiative « Tout sauf les armes » qui concerne 39 pays ACP qui est un régime de libre accès au marché de l'Union européenne en franchise de droits et contingences (donc le droit d'exporter à tarif zéro), à tous les produits originaires des pays les moins avancés, à l'exception des armes et munitions.

Jean-Jacques Delmas, agriculteur

Monsieur Tillon, à propos de la gouvernance des coopératives, vous avez parlé de l'adaptation que vous prévoyez au niveau des productions, de la commercialisation, etc. Je reste un peu septique, car, en 1973, le Club de Rome avait prévu la crise énergétique, mais elle a été niée. Dommage, on aurait alors pu réagir. Je ne vois pas très bien, aujourd'hui, comment vous allez vous adapter, alors que les crises énergétique et climatique annoncées risquent de compromettre la production, à cause notamment de la cherté des engrais.

Un participant

Au travers de la complexité croissante, je vois comme une perversion de notre société. Une image : la Clio est nettement moins complexe qu'une Formule 1 or, dans la société occidentale actuelle, quand on a le choix entre les deux, on choisit systématiquement la seconde. Je me demande si un psychanalyste ne pourrait pas nous expliquer cette perversion.

Jean-Pierre Tillon

Monsieur Delmas, votre question fait apparaître le problème de la formation. On a privilégié les voies faciles, mais nous rentrons maintenant dans des voies plus difficiles. Il nous faut donc ouvrir à la fois le champ de nos idées et de nos relations. Je crois ainsi que les agriculteurs bio ont beaucoup à nous apprendre sur l'évolution des systèmes de production... Ça ne veut pas dire qu'on va tous se convertir au bio mais, je pense qu'on peut gagner du temps. Avec l'Inra, nous avons des propositions à faire sur les blés à bas niveau d'intrants. Seulement voilà, leur mise en oeuvre demande de changer d'habitude et cela demande du temps. Les attitudes, les postures, les représentations sont plus difficiles à modifier que les problèmes techniques.

Il va falloir aussi que les gens apprennent à gérer les problèmes d'une façon globale, ce qui demande des repères différents d'une gestion au coup par coup. La mise en place de formations à la gestion de la complexité est un vrai challenge.

Alain Deshayes, ancien chercheur à l'Inra

M. Tillon, vous avez dit, à juste titre, que le grand capital quitte la première transformation. Il y a des raisons économiques à cela : les marges financières sur les premières transformations sont extrêmement faibles. Votre vision de l'avenir serait-elle, alors, les marges fortes aux multinationales et les marges faibles aux coopératives ?

M. Delpla, que pensez-vous des critiques formulées par le prix Nobel d'économie Josef Stiglitz (11), et que pensez-vous de la nécessité ou pas de l'organisation des marchés agricoles entre grands pays équivalents ?

Jean-Pierre Tillon

On ne joue pas dans la même cour avec les groupes internationaux ! Effectivement, une coopérative agricole réalise un gros chiffre d'affaires, mais une petite marge (moins de 1% du CA). On comprend que les groupes internationaux, qui visent 10%, ne sont pas intéressés par les usines de première transformation. Alors, situons-nous dans une bonne moyenne. Autour de 2-3%, tout le monde s'y retrouve et nous restons maîtres de notre production. Chez Total, on m'a dit que les coopératives vont devoir se décider pour savoir si avec l'avènement de la biomasse elles seront prêtes, dans 15, ans à produire localement des goudrons par pyrolyse et si elles seront capables, demain, d'approvisionner des raffineries ? Voilà un véritable challenge sur lequel il faut que nous travaillions.

Jacques Delpla

Je ne suis pas vraiment en désaccord avec Stiglitz. Il critique la libéralisation financière, dans les marchés émergents. Il est absurde pour les pays très faiblement développés de s'ouvrir complètement aux investissements étrangers, en tout cas dans un premier temps. Mais Stiglitz est massivement contre le protectionnisme ; il est pour le libre échange. Il ne dit pas qu'il faut organiser les marchés agricoles mondiaux. Parce que toutes les tentatives d'accord de stabilisation des exportations notamment dans les pays africains ont eu, en général, des effets pervers plus grands que les bénéfices recherchés. Par exemple, on a défini des prix sur le cacao trop longtemps trop élevé en Côte d'Ivoire. Résultat : le pays, qui s'est endetté massivement sur les marchés internationaux pour maintenir ses prix d'intervention, a connu une crise économique massive. Le drame de la stabilisation des cours est qu'il engendre des incitations à la surproduction. Au final, ces pays se retrouvent, en général, avec de grosses notes à payer.

Brigitte Presvot, présidente de l'Adéc 31, association de défense, d'éducation et d'information du consommateur.

On prend souvent le consommateur comme alibi du libre échange, parce que la concurrence fait baisser les prix. Mais, je constate aujourd'hui que certains travaillent et ne peuvent plus se loger. Ils n'ont même pas le loisir de consommer l'indispensable. Est-il préférable que peu de consommateurs dépensent beaucoup, plutôt que le plus grand nombre puissent consommer au moins le nécessaire ?

Jacques Delpla

Le logement n'a rien à voir avec le libre échange. Le problème de logement en France est un problème de règles d'urbanisme (trop peu de permis de construire donnés par les communes). Sur la consommation, je suis vraiment d'accord avec vous. S'il y a un moyen rapide d'augmenter le pouvoir d'achat des gens, c'est de faire baisser les tarifs douaniers. Quant à la pauvreté, elle n'a rien à voir non plus avec le libre échange. Elle est liée au fait que le marché du travail ne fonctionne pas bien. L'ouverture des frontières a pour effet de faire baisser les prix importés. C'est très positif, pour tous, y compris pour les plus pauvres.

Sylvie Mayer, journaliste à La Terre

M. Delpla, ne confondez-vous pas l'évolution de l'agriculture au siècle dernier et celle des 15 dernières années, car aujourd'hui l'exode rural chasse les instituteurs et les médecins des campagnes. Deuxième point : on arrache des arbres fruitiers, on bloque les sols pour dix ans et on permet la promotion immobilière. En attendant, on n'a plus de fruits locaux. De ce fait, considérez-vous comme un progrès qu'on cultive des tomates au Maroc au détriment des sols, de l'eau et des Marocains, et des paysans français ?

Jacques Delpla

Je parlais effectivement de ce qui s'est passé entre 1850 et il y a 20 ans. Aujourd'hui, les agriculteurs ne font pas la majorité de la population active dans les campagnes et l'exode rural n'est pas uniquement lié à l'agriculture. Je suis d'accord. Maintenant, faut-il se résigner à acheter des tomates marocaines ? Oui, c'est une bonne nouvelle pour les Marocains, parce qu'ils vont avoir du travail, et c'est une bonne nouvelle pour les consommateurs parce qu'ils vont acheter des tomates moins chères.

Bernard Malabirade, paysan du Gers, éleveur.

Sur l'OMC, tout se passerait à Paris, rien là-bas... c'est un peu facile. On n'a pas les mêmes avantages compétitifs : la viande au Brésil vaut 1 euro le kilo ; ici, 5 à 6 euros. On peut supprimer les barrières douanières, c'est un choix politique. Dans les coteaux, pousseront des ronces. Il y aura quelques paysans de moins. Ce n'est pas le choix politique que l'on fait, mais quand on est partisan du libre échange, en quoi peut avoir un projet de société qui passe aussi par nos territoires, par nos paysages, M. Delpla ?

M. de Ravignan, je suis paysan et fier depuis longtemps de l'exprimer. Ça n'a pas toujours été le cas. Il y a 25-30 ans, dans nos villages, quelques paysans étaient gênés de l'être. Quand les gosses invitaient des copains à la maison, les toilettes étaient au fond du jardin... parce que 80% de la production étaient autoconsommées et 20% vendues. Quand on ne vend que 20% de ce qu'on produit, on n'a pas les moyens de s'acheter les mêmes choses que les voisins. Il y a eu un choix. Les paysans d'hier ne sont pas les mêmes qu'aujourd'hui. Moi, je vis à 100% de ce que je vends. On va au supermarché, car quand j'ai passé toute la semaine dans les champs, le dimanche, je n'ai pas envie de jardiner. C'est un choix partagé avec la famille,

que j'assume. Je ne comprends pas que l'on mette, derrière le mot paysan, des gens aussi différents.

J'ai eu la chance de rencontrer les paysans sans terre au Brésil. J'ai vu les jeunes Polonais sur leurs exploitations de 2 ha dire qu'ils ne pourront pas rester là. Ils sont conscients qu'ils ne sont plus des paysans, mais des demandeurs d'emploi dans une société qui n'a pas su leur donner la formation suffisante pour être infirmier, docteur ou instituteur. Effectivement, l'exode rural qu'on a géré par la formation de nos jeunes en 40 ans, eux vont devoir le faire dans un temps beaucoup plus court. Et, nous allons devoir leur envoyer de l'argent pour qu'ils puissent le faire le plus rapidement possible.

François de Ravignan

Je suis d'accord, tous les paysans ne sont pas identiques, mais sommes tous des humains. Quelques chiffres pour vous montrer à quoi les paysans polonais aujourd'hui sont soumis. On leur a donné des primes, en leur faisant croire que ça allait les enrichir ou leur permettre de tenir le coup. Un cultivateur de blé a reçu une prime de 130 euros ; perte de recettes comparée en 3 ans : 310 euros. Un autre qui a 13 vaches a reçu 2 200 euros ; perte de recettes 3 300 euros, plus 500 euros de pénalités pour dépassement de quotas. Sans oublier l'augmentation du prix des intrants, du gazole (plus de 90% en 3 ans), des engrais (+40%), des pesticides (+15%) et des taux d'intérêts (15%). Il faut avoir la pudeur de ne pas comparer une évolution, certes très dure pour les paysans français, et celle encore plus dure pour les paysans des Peco.

Jacques Delpla

Je suis ravi que les agriculteurs tirent aujourd'hui 100% de leurs revenus par leur travail. C'est ainsi que leur niveau de vie peut s'élever. Alors, vous me dites : la viande en France, c'est 5 euros le kg et 1 euro au Brésil. Je comprends que les agriculteurs soient contre l'ouverture des échanges. Il ne faut pas qu'elle se fasse pas dans n'importe quelles conditions. Vous n'êtes pas les seuls dans l'équation, il y a les consommateurs aussi. Deuxième point, sur la Pac : je n'ai toujours pas compris pourquoi 80 % des subventions vont à la plus grande agriculture. Et je n'ai toujours pas compris ce que veut dire l'aménagement du territoire dans la Beauce, qui serait mieux avec des bois, qu'avec des plaines de blé noyées sous les subventions de la Pac. Je suis d'accord pour que nos paysans nous aident à l'entretien du paysage, mais est-ce que la solution est de donner des subventions en masse à la Beauce ? Non. Il existe une idée économique assez simple : pour un objectif, un moyen. Si l'objectif est de préserver la ruralité et l'entretien du paysage, passons des contrats avec les gens pour ce travail-là.